

## ANNEXE 2

### MODÈLE SIMPLIFIÉ DE CONVENTION PLURIANNUELLE

\*

Ce modèle est utilisé pour les subventions  
association bénéficiant  
inférieur à 500  
association économique

versées à une

\*\* ou à une

\* Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, article 10.

\*\* Règlement (UE) N°360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012  
26 avril 2012 (SIEG *de minimis*).

---

#### Entre

« L'Administration part et désigné sous le terme

#### Et

XXXXXX, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901/ le code civil local, dont le siège social est situé,  
, représentée par la ou le représentant-e- dûment mandaté-e- (e), et désignée sous le terme «  
A part,  
N° SIRET

Il est convenu ce qui suit :

#### PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par [Préciser par exemple « lutter contre l'illettrisme »]  
conforme à son objet statutaire ;

Considérant : [Préciser la politique publique dans laquelle s'inscrit ladite convention ; par exemple « le  
programme budgétaire Accès et retour à l'emploi »] ;

Considérant que le projet ci-après présenté par participe de cette politique.

#### ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Association à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en  
le projet<sup>1</sup> défini en annexe I à la présente convention.

Règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission européenne<sup>2</sup>). (OPTION hors SIEG :  
L'Administration contribue financièrement à ce projet ).  
aucune contrepartie directe de cette subvention.

---

<sup>1</sup> Le « projet

<sup>2</sup>  
entreprises fournissant des servic

cordées à des

## ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de \_\_\_\_\_ / pour une durée de X années<sup>3</sup>.

## ARTICLE 3 - MONTANT DE LA SUBVENTION

\_\_\_\_\_ contribue financièrement pour un montant maximal de X EUR conformément au(x) budget(s) prévisionnel(s) en annexe II à la présente convention.

Cette subven \_\_\_\_\_ cquise que sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances (pour l'État), x articles 1<sup>er</sup>, 5 et 6 et des décisions de \_\_\_\_\_ 0.

---

Le financement public \_\_\_\_\_ les coûts \_\_\_\_\_ estimés en annexe II.

Ces coûts peuvent être majorés, le cas échéant, \_\_\_\_\_ un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu \_\_\_\_\_ ut être supérieur à X% du total des coûts du projet effectivement supportés.

## ARTICLE 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

(CAO) \_\_\_\_\_ verse \_\_\_\_\_ euros à la notification de la convention

[option :

- Une avance à la notification de la convention dans la limite de 50% du montant prévisionnel annuel \_\_\_\_\_ ;

-

OU

\_\_\_\_\_ euros.

\_\_\_\_\_ , les montants prévisionnels<sup>4</sup> des contributions financières de \_\_\_\_\_

Ces montants prévisionnels sont versés selon les modalités suivantes :

- Une avance avant le 31 mars de chaque année dans la limite de 50 % du montant prévisionnel annuel de la contribution fixée \_\_\_\_\_ alinéa précédent paiement en loi de finances ;
- Le solde annuel sous réserve du respect des conditions fixées a \_\_\_\_\_ .

La subvention est imputée sur [les crédits du programme \_\_\_\_\_ , article 2, action \_\_\_\_\_ de la mission LOLF pour l'État

La contribution financière est créditée au compte de \_\_\_\_\_ selon les procédures comptables en vigueur.

---

<sup>3</sup>

<sup>4</sup>



## ARTICLE 8- CONTROLES DE L'ADMINISTRATION.

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par .  
L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la -loi du 2 mai 1938.

-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses

rticle 3.5 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

## ARTICLE 9 - RENOUELEMENT OPTION EVALUATION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à s . [Option : *et à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'Association des conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en annexe III (prévoir une annexe supplémentaire).*]

## ARTICLE 10 - AVENANT

non contraires qui la régissent.

emporte.

lettre recommandée avec accusé de réception.

## ARTICLE 11 ANNEXES

Les annexes I et II (option : et III) font partie intégrante de la présente convention.

## ARTICLE 12 - RÉSILIATION

En cas de non-  
celle-

pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse<sup>5</sup>.

## ARTICLE 13 - RECOURS

Tout litige résulte  
administratif de [tribunal administration a son siège social].

Le

<sup>5</sup>  
jurisprudence constante

du

**ANNEXE I : LE PROJET**

projet <sup>er</sup> de la présente convention :

**Projet :**

<b>Charges du projet</b>	<b>Subvention de</b> <i>(autorité publique qui établit la convention)</i>	<b>Somme des financements</b> <b>publics (affectés au projet)</b>

a) Objectif(s) :

b) Public(s) visé(s) :

c) Localisation : quartier, commune, département, région, territoire métropolitain.

d) \_\_\_\_\_ : outils, démarche, etc.

# **ANNEXE II: LE BUDGET DU PROJET**

**Année ou exercice 20** (Dupliqué autant de fois que nécessaire)

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>		<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services			
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation</b>	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
<b>61 - Services extérieurs</b>		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>		Intercommunalité(s) : EPCI <sup>6</sup>	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		-	
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions		-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
<b>64- Charges de personnel</b>		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
<b>66- Charges financières</b>		<b>76 - Produits financiers</b>	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77- produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>		<b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>7</sup></b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
<b>TOTAL</b>		<b>TOTAL</b>	
<b>La subvention de.....€ représente .....% du total des produits :</b> (montant attribué/total des produits) x 100.			

<sup>6</sup> C

communauté urbaine.

: communauté de communes

;

<sup>7</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n° 99-01, prévoit *a minima*

au pied » du compte de résultat si l'association dispose d'une information quantitative et valorisable sur ces contributions volontaires ainsi que de méthodes d'enregistrement fiables - voir le guide publié sur « [www.associations.gouv.fr](http://www.associations.gouv.fr) ».